

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 32 (1887)
Heft: 1

Artikel: Alertes de guerre
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-336677>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ressources à sa disposition, mieux elle pourra contenter ses lecteurs. Ce sont eux qui en bénéficieront les premiers par les cartes, les planches et autres suppléments que nous leur fournirions et qui, trop souvent aujourd'hui, nous font défaut en marquant, nous ne le sentons que trop, de graves lacunes dans notre rédaction.

En conséquence la **Revue Militaire Suisse** prend la liberté de se recommander à la bienveillance de ses anciens abonnés et aussi à celle des jeunes militaires qui n'ont pas encore pris d'abonnement, ainsi qu'aux diverses sociétés et autorités militaires avec lesquelles elle est en rapport depuis de longues années.

Les personnes qui ne refuseront pas l'un des deux premiers numéros de l'année 1887 seront censées abonnées.

La Rédaction.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Pour la Suisse	par an	7 fr. 50
Pour les pays de l'Union postale	»	10 fr.
Pour les autres pays	»	15 fr.

Alertes de guerre.

L'émotion qui avait saisi toute l'Europe, notamment l'Europe financière, sur les bruits de l'approche d'une grande guerre, commence à se calmer, mais ce n'est pas sans peine.

En fait, il n'y avait rien d'important et de nouveau, rien d'exceptionnel dans les hautes régions où règnent les arbitres de la paix et de la guerre.

Si, un moment, on put craindre que la mission pleine de hardiesse du général Kaulbars en Bulgarie ne dégénérât en violences

et en représailles militaires, ce moment fut de courte durée et il est passé bientôt trois mois.

Quant aux autres incidents suspectés d'être des outres d'Eole, ils constituaient peut-être une aggravation à la situation épineuse dans laquelle se traîne l'Europe depuis quelques années, mais en aucune façon le moindre *casus belli* immédiat.

Rappelons brièvement cette situation et ces incidents.

* * *

Deux gros problèmes pèsent depuis longtemps sur les relations des grandes puissances européennes : la revanche de la France contre la Prusse et la question d'Orient.

La revanche susmentionnée, qui date de l'abîme creusé en 1870-71 entre la France et la Prusse, est maintenue sur le tapis et se justifie, au point de vue du droit public moderne, par l'annexion violente de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne, contre le gré évident de populations civilisées et habituées par le suffrage universel à la pratique de leur souveraineté.

Quand la France le voudra, elle pourra courir à la délivrance de l'Alsace, qui s'insurgera sur un signe de Paris, et en cela la France serait applaudie de tous ceux qui croient au droit des peuples d'être autre chose qu'un vil butin de belligérants.

Malheur ensuite à la France si, retournant son glaive contre le droit qui l'affilait, elle tentait l'aventure des représailles et des annexions en terre allemande !

Dans ce domaine, nous le répétons, il ne s'est rien produit de nouveau qui soit digne de remarque. Les Français veulent la revanche, à leur heure, et le disent bien haut. Les Prussiens le savent, s'y préparent et ne s'en cachent guère ; ils ont déclaré maintes fois, par des voix aussi puissantes qu'autorisées, qu'ils ne rendraient jamais leur conquête, jadis allemande, de la rive gauche du Rhin, et ils se sont campés à Strasbourg et à Metz de manière à faire face, à toute heure, aussi bien aux insurgés du dedans qu'aux libérateurs du dehors.

Comme un chasseur au poste, Berlin veille de pied ferme et patiemment à l'apparition de son partner de Paris, s'occupant, en attendant le signal du lancé, de vérifier de temps à autre son guidon et sa hausse, de renouveler sa munition, d'améliorer son affûtage, tout en redoublant de soins et de vigilance à chaque coup de voix perdu ou au moindre bruit de broussaille.

De son côté, la France n'a cessé de mettre son état militaire à la hauteur de son plan de revanche. Elle s'est accordé, comme l'Allemagne, le service obligatoire avec 19 corps d'armée et une répartition territoriale accélérant les mobilisations ; elle s'est couverte, du côté de l'est, d'un immense réseau de nouvelles fortifications reliées aux anciennes ainsi qu'à une nouvelle et colossale ceinture de forts détachés autour de Paris, travail gigantesque qui a pris de longues années et coûté près d'un milliard de francs.

Cette moderne œuvre de Titans fait certes grand honneur au sentiment profondément national des autorités françaises, ainsi qu'au zèle ardent des savants et infatigables officiers du génie qui la menèrent si rapidement à si bonne fin. Mais c'est tout ce qu'on peut en dire. Son utilité pratique, pour autant qu'on ose en juger par simple raisonnement, était loin de répondre à son patriotique programme. Toute la France, civile et militaire, à mesure qu'elle se relevait de ses terribles désastres et reprenait ses sens, ne tarda pas à le reconnaître de plus en plus.

Les nombreux généraux qui se succédèrent au ministère de la guerre et dans ses alentours immédiats s'efforcèrent de parer aux inconvénients et aux dangers, peu à peu constatés, de ce dispositif de défense, si tant est qu'on pût appeler *dispositif* un tel dédale de barricades. Les uns s'empressèrent de boucher de ci et de là, par de nouveaux ouvrages, quelques trous récemment découverts et déclarés dangereux ; d'autres, de renforcer la garnison de telle ville frontière ou l'effectif du camp de Châlons ; d'autres, d'introduire des corps mobiles dans le grand corps territorial, sans parler de maintes autres mesures analogues.

Ces palliatifs, bien que fort louables, restaient impuissants en face d'un vice originel et fondamental.

Non seulement les nouveaux ouvrages, après avoir poussé comme des champignons, par le fait des *compléments indispensables*, immobiliseraient, au moment de l'action, environ 200 mille hommes de garnisons, qui pourraient faire grand besoin ailleurs, mais ils enchaînaient l'armée à une mobilisation unique, sur des points indiqués d'avance, connus de tout le monde, et qui pouvaient ne pas répondre à toutes les exigences. En outre, cette mobilisation autour d'ouvrages à garder condamnait l'armée à des opérations défensives au début, ce qui ne répond ni au tempérament ni aux règlements des troupes françaises. On sait assez que tous les programmes des dernières manœuvres d'automne en

France préconisent constamment l'initiative et l'offensive, même comme moyens de défense ; en quoi ces programmes ont parfaitement raison. Mais comment se livrer à cette initiative avec un pareil impedimentum d'inertes et précieuses murailles ?...

* * *

Dans les entrefaites, le ministère de la guerre de la République française enrichit ses annales d'un nouveau titulaire, le seizième, si nous comptons bien. Le jeune général qui a l'honneur de ce beau numéro n'en était pas à faire ses preuves de rude franchise. Pas plus qu'à Tunis et à Yorktown, il ne cacherait ses impressions.

On sut bientôt en effet que ses prédécesseurs lui avaient laissé sur les bras une lourde besogne. S'ils avaient certainement réalisé d'excellentes améliorations, ils en avaient trop négligé d'autres, deux surtout : le progrès des projectiles et des explosifs, et les besoins d'offensive de toute tactique digne de ce nom ; que, pour réparer cette imprévoyance, il avait besoin de 400 millions de francs, ni plus ni moins, qui seraient employés à des obus-torpilles de mélinite, à des blindages ferrés, à des fusils à répétition et de petit calibre, à des états-majors de forteresses, à un renfort de cavalerie ; tout cela pour le mois d'avril 1887.

Tout cela, disons-le vite, les chiffres réservés, n'avait rien d'effrayant en soi, rien d'anormal ni d'exceptionnel, rien que de fort utile. Mais le chiffre était gros, et, par sa seule taille, rempli de mystères aisément inflammables. D'autant plus que le ministre de la marine réclamait simultanément 200 millions de francs pour ses torpilleurs.

* * *

A Berlin, où l'on suit *coram publico* le programme général de rester au niveau militaire des voisins et notamment des plans de revanche de la France, on résolut de riposter aux projets français par une augmentation d'effectif de l'armée. On la renforcerait d'une quarantaine de mille hommes, avec un matériel plus que correspondant.

Au fond, ce n'est qu'une affaire de comptabilité et de préparation. Peut-être n'est-ce même qu'une affaire de démonstration, un « garde à vous » lancé à qui de droit, car, par simple me-

sure administrative, le gouvernement pourrait tirer du seul *Ersatz* des ressources au moins quadruples.

Et plus pressée encore qu'à Paris, l'autorité impériale voulait le nouvel effectif pour ses fêtes de Noël 1886.

Sur la Sprée comme sur la Seine, Messieurs les gouvernants durent en rabattre ; ils ne s'en trouvent pas plus mal. Les fêtes de Noël et du Nouvel-An sont passées sans que l'armée allemande ait été renforcée, et l'Allemagne n'a subi aucune invasion. Que disons-nous ? Elle a subi l'invasion des neiges en telles masses que ses trains empêtrés eussent fait échouer toute espèce de mobilisation pendant une huitaine de jours. Néanmoins les Français, libres de tels obstacles, n'ont rien mobilisé du tout et n'ont pas jeté sur l'Alsace leurs 400 mille hommes disponibles, lesquels auraient pu arriver jusqu'au Rhin sans grande résistance.

* * *

Et à Paris les ministres de la guerre et de la marine ont moins obtenu encore de l'autorité supérieure. Ils seront contents d'avoir chacun une trentaine de millions à dépenser en tours cuirassées, en torpilles et en fusils à répétition, dont la France eût dû être munie depuis vingt ans, si elle s'était tenue à la hauteur voulue.

Il faudrait donc avoir l'imagination tournée fortement au tragique pour découvrir là quoi que ce soit qui trouble l'ordre journalier des douze dernières années et qui sorte du cours ordinaire des progrès incessants des sciences militaires, notamment de la lutte deux fois séculaire de la plaque contre le projectile et vice-versa.

En résumé, l'époque de la création du trop grandiose réseau des forts français de l'Est et de Paris, contre l'avis des gens les plus experts en la matière, avait marqué un temps de recul en fait d'art militaire. Aujourd'hui, il faut racheter cette faute, et cela ne peut se faire qu'au prix d'autres lourds sacrifices, y compris celui de courir le risque d'agiter l'opinion publique alors même qu'il ne s'agit que de mesures de service courant.

* * *

Le second problème orageux dépend de la grande question d'Orient, qui, toujours pleine de complications, en fournit, pour

l'heure, deux très aiguës, mais localisées, dont nous dirons quelques mots.

Sans vouloir retracer ici les vicissitudes de la question d'Orient depuis les perspectives que lui avait ouvertes le singulier traité de Berlin de 1878 succédant aux préliminaires de San Stefano, il est opportun de rappeler que la curée ottomane, sonnée par cet acte international, loin de réussir à satisfaire les appétits surexcités, ne fit qu'en réveiller d'autres qu'on croyait satisfaits.

Les événements de Bulgarie en 1885 et 1886, où jusqu'à présent la Russie a été durement jouée, en dépit de ses lourds sacrifices, auraient pu mettre aux prises des troupes russes intervenant à Sofia avec des troupes serbes ou turques, ou même autrichiennes, et peut-être avec une escadre britannique dans la mer Noire. Mais cette menaçante éventualité, qui n'aurait pas nécessairement amené de guerre générale, du moins au début, a été conjurée par la modération exemplaire du tzar, jointe à l'influence personnelle de l'empereur Guillaume, qui estime sagelement que les promesses de la paix sont plus sûres que les espérances toujours aléatoires de la guerre. Quelle sera la durée de cet assouvissement?.....

* * *

A cette première complication s'en soude une seconde à l'autre extrémité de l'empire ottoman, en Egypte.

Les grands Etats européens, en arrangeant à Berlin en 1878 les parts respectives des peuples libérés des Balkans, avaient eu soin, paraît-il, de ne point oublier les libérateurs. D'ailleurs bon courtoisie ne déprécie pas la marchandise.

Après la largition connue aux Roumains, aux Grecs, aux Serbes, aux Bulgares, aux Monténégrins, il avait été entendu, ou sous-entendu — nous n'avons pas eu, confessons-le, les pièces en mains, — que l'Autriche prendrait l'Herzegovine et la Bosnie, que l'Angleterre s'installerait à l'île de Chypre, qu'il y aurait quelque chose en Afrique pour l'Angleterre encore, ainsi que pour la France et l'Italie. La Prusse, soit l'Allemagne, ne gardait que la gloire, espérant que ses agrandissements de 1870-71 lui seraient ainsi dûment reconnus et pardonnés, même par la France, invitée à se tailler en Egypte ou en Tripolitaine des compensations à la perte de l'Alsace.

D'un cadeau diplomatique à la prise de possession militaire,

il y a souvent plus loin que de la coupe aux lèvres. Ce fut ici le cas pour quelques-uns.

L'Angleterre, aux aguets de tout ce qui assurera sa route des Indes, fut prompte à profiter des affreux massacres d'Alexandrie et du Caire ordonnés par Arabi et par ses colonels, pour devancer en Egypte la France toujours boudeuse, et celle-ci se dédommagea en soufflant à son tour la Tunisie à l'Italie, au moyen des célèbres Kroumirs. Ce sont jeux de gros loups. L'Italie n'eut pour sa part, et après coup encore, que l'ingrate fournaise de Massova. Aussi l'on comprend que la jeune et juvénile grande puissance aux splendides cuirassés en ressente un dépit qui ne cherche qu'une occasion de se manifester aussi efficacement que possible.

D'ailleurs ce n'est pas l'Italie seule qui se croit lésée par ce partage peu à l'amiable. Le sultan trouve que de son bien l'autrui fait par trop large courroie et il en garde bonne rancune au dit autrui, sans trop savoir exactement à qui s'en prendre. La France se plaint aussi et ses plaintes sont plus précises. Elle réclame l'évacuation de l'Egypte par les troupes anglaises, en accentuant chaque jour plus vivement ses réclamations, auxquelles le Foreign-Office fait la sourde oreille.

Assurément l'Egypte n'offrirait pas un théâtre de guerre bien dangereux à l'Europe. Mais à son occasion se produit une nouveauté d'un poids incontestable : la rentrée en scène du cabinet de Paris, qui avait cru devoir, jusqu'alors, pratiquer l'abstention sinon la bouderie, en représailles de son isolement de 1870. Tandis que ses demandes officielles d'évacuation de l'Egypte sont, dit-on, conçues en termes très arrangeants, sa presse se déchaîne sans mesure contre « la perfide Albion. » Celle-ci riposte de bonne encre par ses journaux, et les relations des deux pays paraissent s'aigrir et s'envenimer de plus en plus¹.

De sorte qu'outre la guerre nationale de revanche, et toutes

¹ Voici, par exemple, dans quels termes un journal parisien de beaucoup d'esprit, qui passe pour être l'organe d'un ou deux ministres, parle de ses voisins d'outre-Manche dans un article de première page intitulé : *Un gouvernement assassin* :

« La Porte a répondu au memorandum anglais concernant l'Egypte.....
 » L'Angleterre finira par se mettre au ban des nations. Ce peuple de pirates, qui préconise l'assassinat politique et qui l'a mis en pratique aussi bien
 » en Russie qu'en Turquie, soulèvera la conscience de tous les honnêtes gens et il ne réussira qu'à rendre inébranlable l'accord des deux pays qui,
 » avec la France, finiront bien par rendre l'Egypte à la civilisation en la délivrant de la barbarie anglaise. » (*La France* du 30 décembre 1886.)

ses aventures ou mésaventures coloniales, la France, à en juger par sa presse, serait en train de *chauffer* une seconde guerre contre son ancienne alliée de Sébastopol, et pour cela de rechercher, sinon par là de gagner, l'alliance de la Russie, l'antagoniste naturelle de l'Angleterre dans l'Orient. Pour le moins on va, en attendant que les eaux de la Seine puissent rallier celles de la Neva, s'obliger réciprocement et gentiment, par voie diplomatique s'entend, sur le Nil d'une part, dans les Balkans d'autre part.

* * *

Sur ce terrain, riche en séduisants mirages, les faiseurs de combinaisons et d'alliances ont beau jeu. Les uns voient déjà la République française et l'Empire moscovite marchant, la main dans la main, à l'écrasement de tous leurs gênants intermédiaires. D'autres montrent la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Italie réussissant, après avoir entraîné l'Allemagne, à s'entendre pour dominer terres et mers et s'octroyer d'opimes dépouilles continentales et coloniales ; d'autres dressent le tableau des satellites groupés autour de chacune des deux formidables coalitions, se demandant surtout de quel côté va pencher la Turquie. Puis on suppute les défaillances, les transformations, les défections, les diversions qui se produiront dès la première ou seconde campagne.

Bref ! nous entrons en plein roman historique de grande guerre européenne et universelle, avec toutes ses péripéties, sans trop sortir d'ailleurs du domaine des éventualités plausibles, car elles le sont à peu près toutes dans notre temps de grands et petits Etats armés jusqu'aux dents et de peuples demandant voix au chapitre.

* * *

Il va de soi que le jeu de coquetterie ouvert entre Paris et St-Pétersbourg fut promptement utilisé, comme engin parlementaire, par le gouvernement de Berlin pour faire passer plus facilement son projet d'augmentation d'effectifs ; d'autre part le reste de l'Europe se croyant tenu de suivre les modes de Berlin dans l'espèce, partout on s'est mis à l'unisson. Tous les gouvernements avaient des projets militaires en cartons qui n'attendaient qu'une bonne occasion de triompher des objections de la finance. Ils furent mis au jour et généralement avec succès en Danemark, en Suède, en

Belgique et aussi en Suisse, au risque de susciter dans le gros public de nouvelles alertes, qui ne sont en réalité que les échos attardés de celles d'antan.

* * *

En Suisse, nos Chambres fédérales, dans leur dernière session ont profité de ce favorable quart d'heure pour voter le complément immédiat de notre matériel et l'organisation du landsturm. C'est au moins d'une bonne intention. Mais on doit regretter qu'elles n'aient pas du même coup voté le fusil à petit calibre, le vrai progrès du jour, l'arme d'infanterie par excellence.

Espérons que la Suisse n'aura pas la mauvaise chance d'avoir créé ce nouveau fusil seulement pour ses voisins et d'en être munie la dernière !



Société des Officiers de la Confédération suisse.

Procès-verbal de l'assemblée des délégués réunie le 3 juillet 1886 dans la salle du Grand Conseil de Lucerne.

La séance est ouverte à 6 $\frac{1}{4}$ heures de l'après-midi.

Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, M. le colonel-divisionnaire A. Pfyffer, président du comité central, résume en quelques mots l'activité déployée par ce dernier depuis la dernière assemblée générale, puis il est procédé à l'appel des délégations ; sont présents MM. les officiers ci-après :

Zurich : colonel-divisionnaire Vögeli; colonel Meister; lieutenants-colonels Wirz, Brandenberger, Blumer et Rieter; majors von Orelli, Jaeniker, Geilinger et Ernst; capitaine Weinmann ; 1^{ers} lieutenants Pfau et Hürtiman.

Berne : colonel-divisionnaire Feiss ; colonels Girard et Sigrist ; lieut.-colonel Bigler ; major Schneider ; capitaines Widmer, R. Müller, J. Giger et Lustorf ; 1^{ers} lieutenants Hans Hofer, Streiff et J. Müller.

Lucerne : majors Zemp et Hetter.

Uri : major J. Arnold.

Schwytz : major Donner ; capitaine G. Fassbind.

Unterwalden (Nidwald) : major Fusch.

Unterwalden (Obwalden) : major von Moos.